



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS  
Site : <http://www.sitecommunistes.org>  
Hebdo : [communistes-hebdo@sitecommunistes.org](mailto:communistes-hebdo@sitecommunistes.org)  
Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

16/11/2023

**Stop au massacre des palestiniens !**

**Stop aux attaques contre les travailleurs.**

La « *marche contre l'antisémitisme* » n'a pas constitué un raz de marée. Cette mobilisation à l'appel du président du Sénat et de la présidente de l'Assemblée nationale s'est appuyée sur l'émotion suscitée par la recrudescence, annoncée par le gouvernement, des actes ciblant les personnes juives. Loin des enjeux de la lutte contre l'antisémitisme cette « *marche* » avait une tout autre perspective, celle de la construction d'une « *union nationale* » pour appuyer la politique extérieure de soutien à l'offensive génocidaire d'Israël. La manifestation de ce dimanche a réaffirmé le soutien inconditionnel à l'Etat d'Israël et au massacre en cours et a voulu faire contrepoids à la dynamique des mobilisations de solidarité pour la Palestine en France et dans le monde.

Sarkozy, Vals, Hollande, Philippe, Castex, Borne, Larcher, Cioti... tous ceux qui ont fait les pires réformes et ont pris les pires mesures contre la classe ouvrière s'étaient donné rendez-vous à Paris ce dimanche.

\*Ils ont promu les lois dites "lois antiterroristes" ciblant les luttes des travailleurs, de la paysannerie, des jeunes. Aujourd'hui en France lors d'une mobilisation de masse, une occupation d'un lieu de travail, d'un espace public ou d'une rue peut être qualifié d'"acte terroriste", suscitant l'utilisation des dispositions législatives et des poursuites contre les travailleurs, les syndicalistes<sup>(1)</sup>, les étudiants en lutte. Le "terrorisme" est devenu un terme utilisé à volonté.

\*Ils ont tous contribué à adapter toute la société française aux exigences du capital : exploiter toujours plus les salariés. Prendre un ensemble de mesures pour liquider toutes les conquêtes sociales, privatiser les services publics, fait baisser le prix de la force de travail et augmenter les profits capitalistes.

Cette mobilisation a rassemblé tous les partis qui soutiennent actuellement une loi immigration d'une brutalité historique,

\*Cette semaine le Sénat a considérablement durci la loi immigration et intégration qui sera discutée à l'Assemblée nationale à partir du 11 décembre, votant la suppression de l'Aide Médicale d'État : la couverture santé à destination des étrangers en situation irrégulière. Il a remplacé l'AME par une aide médicale d'urgence (AMU), cantonnée à la prise en charge des maladies graves et des douleurs aiguës, aberration du point de vue de la santé publique : 3 500 médecins ont signé un appel à la désobéissance au cas où la mesure serait maintenue. Les sénateurs ont de plus restreint l'accès aux prestations sociales<sup>(2)</sup> pour les étrangers extra-européens.

Les conditions de séjour et de ressources pour formuler une demande de regroupement familial ont été durcies. Tout comme le niveau de maîtrise du français. L'association Terre d'Asile qualifie ce projet de loi d'un « *catalogue de l'horreur* » qui est le « *projet du RN* ».

\*Ceux qui ont défilé en tête de la « *marche* » dimanche sont les mêmes qui ont fait passer en force la réforme des retraites il y a quelques mois, qui s'opposent à toute augmentation des salaires main dans la main avec le patronat et dégradent nos conditions de vie. Ainsi le nouveau tour de vis sur l'assurance chômage avec la baisse des contributions versées par les entreprises, une coupe non négligeable de 1,5 milliard d'euros entre 2024 et 2027 sera en moins dans les caisses de l'Unédic. Il faut rompre avec le « *dialogue social* » qui constitue, plus que jamais, la courroie de transmission de l'offensive du capital et de la régression sociale, cet accord de l'assurance chômage signé par le MEDEF, la CFDT, FO, CFTC prévoit plus de 2,2 milliards « *d'économie* » sur le dos des millions de chômeurs.

\*Macron sert la volonté et les intérêts du capital pour reprendre aux travailleurs des droits gagnés par la lutte

La participation à la « marche » du Parti Socialiste, d'Europe Écologie les Verts et du Parti Communiste illustre une nouvelle fois la caution de ces organisations à ce système capitaliste et donnent la bénédiction d'une nouvelle étape sur le chemin de la normalisation du Rassemblement National et de l'extrême-droite.

Le Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen est venu en nombre dans la manifestation. « *Un plafond de verre a explosé* », s'alarmait, l'historien Grégoire Kauffmann, dans *Le Monde*. Le journal allemand *Der Spiegel* a publié une photo de l'imposante délégation RN, assortie de ce titre glaçant : « *Le jour où Marine Le Pen est devenue éligible pour les juifs.* »

**Cette « marche » a oublié qu'en un peu plus d'un mois, plus de 11 000 personnes ont été tuées dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.**

La guerre est menée depuis sept décennies contre le peuple de Palestine, une atrocité au cours de laquelle des centaines de milliers de Palestiniens ont été assassinés, torturés, bombardés. La question cruciale est de se concentrer sur les causes et la nature de la guerre, sur les conséquences tragiques de la longue occupation israélienne, sur le massacre du peuple palestinien qui lutte et qui a le droit de lutter pour sa libération. Nous exprimons aussi notre solidarité avec tous les combattants en Israël, avec le Parti Communiste d'Israël, avec les communistes d'Israël juifs et arabes luttant actuellement dans la "gueule du loup" dénonçant et résistant à la barbarie contre le peuple de Palestine.

La question palestinienne pourrait jouer un rôle de détonateur dans la lutte contre l'impérialisme: la mobilisation historique de la jeunesse aux Etats-Unis mais aussi les manifestations gigantesques au Royaume-Uni montrent la voie à suivre.

Une dynamique de classe est à construire, solidaire de la Palestine et en lutte contre le gouvernement mobilisant la jeunesse, le monde du travail et les quartiers populaires.

Nous devons lutter contre les complices, Etats et multinationales, des massacres en cours, en solidarité avec les peuples qui se soulèvent pour gagner leur liberté.

Ce combat est celui de tous les travailleurs et classes populaires, il est décisif d'organiser une riposte d'ensemble : en solidarité avec la Palestine, pour le retrait immédiat de la loi immigration, pour les salaires et contre le cours autoritaire du régime.

**L'enjeu des prochains jours c'est plus que jamais élargir le mouvement pour la Palestine et les revendications en construisant un plan pour affronter le capital et ses serviteurs.** Soyons en masse samedi 18 novembre contre le massacre et pour construire un mouvement de solidarité avec le peuple palestinien.

Notre devoir, celui des travailleurs et des jeunes de notre pays est de soutenir cette lutte contre les forces d'occupation et de se tenir aux côtés de ceux qui résistent et se battent.

Le Parti Révolutionnaire Communistes est avec le peuple en lutte contre les impérialistes, les monopoles, le capitalisme, qui ensanglantent les peuples.

<sup>(1)</sup>Jean-Paul Delescaut, secrétaire-général de l'Union Départementale CGT du Nord, a été interpellé à son domicile à 6 heures du matin et mis en garde à vue pour « *apologie du terrorisme* »,

<sup>(2)</sup>Le minimum vieillesse est une prestation destinée à compléter des montants de retraite insuffisants. Or, beaucoup d'étrangers arrivés en France à l'âge adulte ne peuvent justifier de carrière complète au moment de liquider leur retraite. Ils sont nombreux à toucher de très petites retraites devant être complétées par le minimum vieillesse.

<sup>(3)</sup>Le 9 novembre, les ONG PCHR, Al-Haq et Al Mezan ont demandé à la CPI « *de délivrer rapidement des mandats d'arrêt contre les personnes soupçonnées de ces crimes au sein de l'appareil politique, militaire et administratif* » israélien. Les trois organisations citent le président Isaac Herzog, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, et le ministre de la défense, Yoav Gallant. Leur avocat français, Emmanuel Daoud, évoque des « crimes de génocide », « d'incitation au génocide », des « crimes de guerre » et des « crimes contre l'humanité ». « *Un génocide en cours* », c'est aussi ce que dénoncent plus d'une centaine d'associations et près de trois cents avocats qui se sont joints au document déposé le 9 novembre par les avocats Gilles Devers et Khaled Al-Shouli.